

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE GENERALE CALEDONIENNE DE BANQUE

Société Anonyme au capital de XPF 1 068 375 000
Siège Social : 44 rue de l'Alma, BP G2, 98848 NOUMEA CEDEX
076 232 0001 RCS Nouméa Ridet

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers de XPF

ACTIF	REF	31/12/2024	31/12/2023
CAISSE BANQUES CENTRALES CCP	Note N°1	31 252 991	20 602 051
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	Note N°2	38 794 411	42 006 516
CREANCES SUR LA CLIENTELE	Note N°3	171 572 357	182 048 917
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS FIXES		0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS VARIABLES		0	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES A LONG TERME	Note N°4	716 243	715 991
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	Note N°5	387 378	387 378
CREDIT BAIL ET LOCATIONS AVEC OPTIONS D'ACHAT		0	0
LOCATION SIMPLE		0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Note N°6	1 565 193	1 590 897
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Note N°6	1 253 658	1 375 872
CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE		0	0
ACTIONS PROPRES		0	0
COMPTES DE NEGOTIATION DE REGLEMENT		0	0
AUTRES ACTIFS	Note N°7	2 078 047	1 455 918
COMPTES DE REGULARISATION	Note N°8	339 890	575 667
TOTAL DE L'ACTIF		247 670 663	250 759 207

PASSIF	REF	31/12/2024	31/12/2023
BANQUES CENTRALES CCP		0	0
DETTE ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	Note N°2	69 830 953	74 747 367
OPERATION AVEC LA CLIENTELE	Note N°9	157 165 619	153 057 559
DETTE REPRESENTEE PAR UN TITRE	Note N°10	0	0
AUTRES PASSIFS	Note N°11	289 505	640 378
COMPTES DE REGULARISATION	Note N°12	1 648 829	1 371 598
COMPTES DE NEGOTIATION ET DE REGLEMENT		0	0
PROVISIONS	Note N°13	4 525 155	2 060 630
DETTE SUBORDONNEES		0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	Note N°14	14 500 107	18 881 675
CAPITAL SOUSCRIT	Note N°14	1 068 375	1 068 375
PRIME D'EMISSION	Note N°14	1 962 428	1 962 428
RESERVES	Note N°14	12 669 558	12 657 301
ECARTS DE REEVALUATION		0	0
PROVISIONS REGL., SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0	0
REPORT A NOUVEAU	Note N°14	1 830	123
RESULTAT DE L'EXERCICE	Note N°14	-1 202 084	3 193 448
TOTAL DU PASSIF		247 670 663	250 759 207

HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers de XPF

HORS-BILAN	REF	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	Note N°15	19 153 753	27 991 585
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	Note N°15	10 636 600	10 829 252
ENGAGEMENTS SUR TITRES	Note N°15	0	0
ENGAGEMENTS RECUS			
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	Note N°15	0	0
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	Note N°15	29 082 993	31 014 063
ENGAGEMENTS SUR TITRES	Note N°15	0	0

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

En Milliers de XPF

RESULTAT PUBLIABLE	REF	31/12/2024	31/12/2023
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	Note N°16	7 997 462	7 106 140
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	Note N°17	3 683 661	2 308 892
PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILES		0	0
CHARGES SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILES		0	0
PRODUITS SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES		0	0
CHARGES SUR OPERATIONS DE LOCATIONS SIMPLES		0	0
REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES	Note N°18	302 994	120 109
COMMISSIONS (PRODUITS)	Note N°19	3 468 827	3 944 661
COMMISSIONS (CHARGES)	Note N°19	880 768	964 946
GAINS, PERTES SUR OPER. DES PORTEFEUILLES DE NEGO.	Note N°20	382 177	462 028
GAINS, PERTES SUR OPER. DES PORTEFEUILLES DE PLACE.		0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	Note N°21	407 287	335 082
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	Note N°22	-2 788	4 962
PRODUIT NET BANCAIRE		7 997 106	8 689 220
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	Note N°23	4 157 022	4 195 012
DOT AUX AMORTS ET AUX DEP. SUR IMMOBS INC. ET CORP.	Note N°6	247 567	235 576
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		3 592 517	4 258 632
CNR SUR CLIENTELE	Note N°24	-3 906 337	459 032
CNR SUR AUTRES PROVISIONS SUR RISQUES ET CHARGES		-273 935	38 884
COUT DU RISQUE		-4 180 272	497 916
RESULTAT D'EXPLOITATION		-587 755	4 756 548
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISES	Note N°25	31 391	41 392
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-556 364	4 797 940
RESULTAT EXCEPTIONNEL	Note N°26	0	0
IMPOTS SUR LES BENEFICES	Note N°27	645 720	1 604 493
DOTATIONS REPRISES DE FBRG ET PROVS REGLEMENTEES		0	0
RESULTAT NET		-1 202 084	3 193 447

NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Les comptes annuels de la Société Générale Calédonienne de Banque, dont le siège social est situé au 44 rue de l'Alma à NOUMEA, font ressortir un total bilan de 247.670.663K XPF. Ils ont été établis conformément aux dispositions du plan comptable applicable aux établissements de crédit, aux instructions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et au règlement 2014-07 de l'Autorité des normes Comptables relatif à l'Etablissement des comptes individuels de la SGCB.

PRINCIPE ET METHODES COMPTABLES

Créances et dettes sur les encours et la clientèle

Définitions et règles de déclassements

Le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes Comptables du 26 novembre 2014 relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours est applicable depuis le 31 décembre 2014. Les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction encourus à l'occasion de l'octroi de prêts sont assimilés à des intérêts et sont étalés en résultant sur la durée de vie effective des prêts.

Le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes Comptables relatif au traitement comptable du risque de crédit est applicable depuis le 31 décembre 2014. Les termes de ce règlement sont précisés ci-dessous.

Les risques de crédit sont ventilés selon les catégories suivantes :

- Les créances et dettes sur les encours et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des dettes et des concours : dettes (comptes ordinaires, comptes sur livrets, comptes à terme) concours (créances commerciales, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'habitat, comptes ordinaires débiteurs).
- Les intérêts courus non échus sont portés en comptes de créances et dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.
- Les encours sains : aucun risque de crédit avéré. Les crédits à la clientèle comprennent le principal restant dû et non appelé à la date de clôture. Les intérêts courus sur les créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.
- Les encours restructurés : les encours douteux restructurés à des conditions hors marché et alors reclassés en encours sains sont identifiés au sein de l'encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Les encours restructurés à des conditions hors marché font l'objet du calcul d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêt futur. Cette décote est inscrite au résultat en coût du risque et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt. Il convient de noter qu'au 31 décembre 2024, la SGCB avait 156 crédits restructurés pour un montant global de 2.709.129.841 XPF.
- Les encours douteux : créances de toutes natures, même assorties de garanties, présentant l'une des caractéristiques suivantes -> un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, des créances impayées de toutes natures depuis plus de 3 mois, à l'exception des créances impayées en matière immobilière depuis plus de 6 mois et des créances sur collectivités locales impayées depuis plus de 9 mois.
- Les encours douteux compromis : lorsque les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours concernés sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux comme encours douteux compromis.
- Les intérêts sur créances douteuses : dès lors que les encours de crédits sont transférés en créances douteuses, ces derniers ne font plus l'objet de perceptions d'intérêts journalisés aux comptes de produits.

Lorsqu'il n'existe plus d'espoir de recouvrement, la SGCB sort les encours concernés de ses actifs par la contrepartie d'un compte de perte.

Segmentation des encours

Les encours sont répartis entre les banques et la clientèle non financière, par catégories socio-professionnelles (particuliers, sociétés, entrepreneurs, compagnies d'assurances, et administrations) et par nature (trésorerie, habitat, équipement et découvert).

Notation interne

Le dispositif de notation est constitué d'un ensemble de méthodes et d'outils, chacun étant adapté aux spécificités des clients et aux caractéristiques des transactions (échéances, garanties, type d'opération). Les notations risques sont déterminées à l'origine d'une relation ou d'une opération, puis régulièrement revues et/ou modifiées dès qu'un événement le justifie.

L'échelle de notation SGCB comprend 9 niveaux dont 3 concernant les contreparties défaillantes.

La notation permet de comparer les degrés de risque de différentes opérations de crédit, de déterminer le niveau de délégation applicable et d'analyser les caractéristiques globales du portefeuille.

Créances douteuses et dépréciations

Dépréciations des créances douteuses

Les créances impayées font l'objet d'un suivi au cas par cas. L'identification des encours douteux se fait par peignage des créances clients afin d'identifier les créances à déclasser, y compris les contagions ainsi que les restructurants. La méthode retenue pour le déclassement des encours en compromis s'opère par une identification des créances douteuses dans les flux de remboursements sans compromis. Lorsqu'il existe un risque de non-recouvrement, le dossier classé en créances douteuses fait l'objet d'une dépréciation dont le montant est fonction des possibilités de recouvrement.

Les créances douteuses font l'objet d'un suivi permanent, dossier par dossier, les dépréciations sur créances douteuses sont revues dès qu'un élément du dossier évolue (remboursement de tout ou partie de la créance, changement de situation du client...) Dès lors qu'il n'existe aucune perspective de recouvrement, la créance est considérée comme irrécouvrable et, est inscrite au débit du compte de résultat. La dépréciation correspondante est alors reprise au crédit du compte de résultat.

L'évolution de la qualité des encours d'engagements donne lieu à un examen régulier dans le cadre des procédures d'inscription en « risques sensibles ». Ces risques font l'objet de dépréciations forfaitaires concernant des risques clients dégradés.

Lorsqu'il existe des indications objectives d'une perte de valeur sur les prêts et des créances classées en actifs financiers, il est constitué une provision pour actualisation des dépréciations sur créances douteuses. Le montant de la provision est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés recouvrables en tenant compte de l'effet des garanties, actualisées au taux d'intérêt effectif d'origine. Le montant de cette dépréciation est comptabilisé en coût du risque au compte de résultat. L'évaluation des provisions se fait à vue d'expert.

Le passage en perte se fait par l'utilisation de la provision couvrant la créance, une fois que tous les recours visant à tenter le recouvrement aient été utilisés et qu'ils se soient avérés infructueux.

Provisions des encours sains

Lorsque le risque de crédit est identifié sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 pour les stages 1 et 2 retenue pour les comptes consolidés.

Titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

Il s'agit :

- Des titres de participation et de part dans les entreprises liées dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise.

- Des autres titres détenus à long terme, constitués par les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « revenus des titres à revenu variable ».

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la Société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres, la rentabilité. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

Immobilisations incorporelles

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisation suivantes selon le mode linéaire exclusivement (durée 3 à 5 ans).

Immobilisations corporelles

Les postes de l'actif immobilisé apparaissent au bilan pour leur valeur nette comptable. Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisation suivantes selon le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|------------------------------|-------------|
| ➤ Constructions | 10 à 40 ans |
| ➤ Aménagements installations | 5 à 10 ans |
| ➤ Mobilier | 5 à 10 ans |
| ➤ Matériel | 3 à 5 ans |
| ➤ Véhicules | 4 ans |
| ➤ Machines de bureau | 5 ans |

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique "dotation aux amortissements".

Fonds de commerce

Le fonds de commerce est issu de la fusion du 1^{er} avril 1999 entre la SGCB et la Westpac. Ce fonds de commerce ne fait pas l'objet d'un amortissement et, à ce titre, un test de dépréciation est effectué chaque année.

Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'exercice.

Provisions

Les provisions comprennent :

- Les provisions concernant des engagements par signature.
- Les provisions pour litiges : l'absence de renseignements relatifs à ce type de provision s'explique par le fait que divulguer ces informations causerait un préjudice à la SGCB.
- Les provisions pour risque de crédit sur encours sains (ou risque de contrepartie).
Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits.
La 'contrepartie' désigne toute entité juridique impliquée dans une transaction financière. Cela inclut :
 - Les bénéficiaires de crédits : entreprises ou individus ayant contracté un prêt auprès de la banque.
 - Les engagements par signature : garanties ou lettres de crédit émises par la banque en faveur d'une autre entité.
 - Les parties d'instruments financiers à terme : entités engagées dans des contrats à terme, options, swaps, etc.
 - Les émetteurs de titres de créance : sociétés ou gouvernements émettant des obligations ou autres instruments de dette.

Engagements à long terme accordés aux salariés

Les avantages accordés aux salariés tels que les indemnités de fin de carrière, les médailles du travail, font l'objet d'une provision enregistrée au passif du bilan pour couvrir l'intégralité de ces engagements. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants. La méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. Le taux d'actualisation utilisé pour 2024 a été de 3,3%.

Comptabilisation des produits et charges

Les charges et produits d'intérêts sont comptabilisés « prorata temporis ». Les autres charges sont inscrites au compte de résultat dans la période d'engagement de la dépense.

Les autres produits (commissions notamment) sont inscrits en compte de résultat généralement lors de l'encaissement, sauf si leur perception est certaine et le montant précisément identifiable, auquel cas ils sont comptabilisés « prorata temporis » ou au titre de l'exercice où ils sont dus.

Opérations en devises

Les profits et pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat. Conformément au règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes Comptables, les opérations de change à terme dites « sèches » ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période.

Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat.

Swaps

Il s'agit d'opérations sur instruments financiers à terme réalisées dans le but de se couvrir contre un risque de taux. Les opérations relèvent d'une approche de macro-couverture et contribuent donc à la réduction de l'exposition au risque de taux global.

Charge fiscale

La SGCB a participé à une opération de défiscalisation dans le cadre du dispositif d'encouragement à l'investissement issu de la Loi de Pays (articles 45 ter1, ter2 et ter3 du Code des Impôts).

Elle a, à ce titre, sur l'exercice 2024, participé à 2 investissements pour un global de 226.641.617 XPF et bénéficié de crédit d'impôts pour un montant total de 101.988.728 XPF imputés en totalité sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

La SGCB a également contribué à des dons sous forme de mécénat à hauteur de 1.000.000 XPF, donnant droit à un crédit d'impôt de 600.000 XPF.

Coût du risque

Le coût du risque comporte le coût lié au risque de crédit. Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire lorsque le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué lorsque le risque de crédit est identifié sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (Cf. paragraphe 4.1).

Le coût du risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement, les provisions sur engagements hors bilan ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Evènements significatifs de l'exercice

2 chocs successifs ont marqué l'année 2024 :

- Dans le secteur du nickel avec l'annonce de la mise en sommeil de l'usine KNS ; en considérant la crise du secteur minier qui se profilait, des travaux ont été menés afin d'actualiser le niveau de risque des clients dépendants du secteur nickel.
- La crise sociale et insurrectionnelle d'une ampleur et d'une intensité sans précédent en Nouvelle-Calédonie qui a supplanté la crise nickel.

Depuis le 13 mai 2024, le territoire calédonien a connu plusieurs mois de troubles insurrectionnels entraînant de nombreuses destructions d'entreprises et pertes d'emplois laissant présager une crise systémique sans précédent : plus de 2 milliards d'euros de dégâts et un outil de production détruit à 25% impactant le PIB d'un facteur similaire.

Les émeutes représentent un risque avéré pour certains secteurs d'activité mais également un risque prospectif de dégradation de l'état de l'économie de la Nouvelle-Calédonie déjà ralentie dans un contexte de crise du nickel.

Au 31 décembre 2024, la situation, pour partie occultée par les mesures mises en œuvre par les institutions, reste incertaine. En effet, il demeure difficile d'appréhender le risque systémique compte-tenu des éléments suivants (non exhaustifs) :

- La capacité des pouvoirs publics à prolonger les mesures d'aides mises en œuvre jusqu'au 31 décembre 2024.
- L'instabilité politique sur les plans national et local.
- Les aléas liés aux prises en charge par les assurances.

Dans ce contexte, la SGNC a abordé ce risque latent dans son arrêté 2024 par le renforcement de ses provisions existantes.

Evénements postérieurs à la clôture

Il n'a pas été identifié d'impact majeur financier au jour de l'établissement du présent rapport, sous réserve d'évolutions défavorables constatées d'ici l'approbation des comptes de l'exercice et du présent rapport par l'organe compétent.

Les comptes ont été établis sur la base des éléments disponibles pour l'arrêté des comptes.
A cette date, la direction n'a pas identifié d'incertitude significative sur la continuité d'exploitation.

INFORMATION SUR LE BILAN

Note n°1 - Caisses et banques centrales

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Caisses	2 526 149	2 550 231
Banques Centrales	28 726 842	18 051 820
CCP		
	31 252 991	20 602 051

Note n°2 - Prêts et créances sur établissements de crédit par durée restant à courir

En Milliers de XPF	31/12/2024		31/12/2023	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 3 mois	26 553 454	42 184 329	26 419 430	56 960 000
De 3 à 12 mois	3 376 262	4 080 444	4 892 707	4 216 427
De 1 à 5 ans	8 679 821	21 258 957	10 592 287	9 576 925
+ 5 ans	0	2 109 639	38 317	3 608 124
Créances et dettes rattachées	184 874	197 584	63 775	385 891
TOTAL	38 794 411	69 830 953	42 006 516	74 747 367

Note n°2 - Prêts et créances sur établissements de crédit par nature

En Milliers de XPF	31/12/2024		31/12/2023	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
A VUE	8 514 215	38 361 343	8 959 732	53 777 005
A TERME	30 095 322	31 272 026	32 983 009	20 584 471
Créances et dettes rattachées	184 874	197 584	63 775	385 891
TOTAL	38 794 411	69 830 953	42 006 516	74 747 367

Depuis l'exercice 2020, la ligne comptes ordinaires n'inclut plus la créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations. Au 31 décembre 2024, cette créance qui s'élève à 2.557.393.649 XPF est présentée en déduction des comptes d'épargne livrets A, dans le poste Opérations avec la clientèle, au passif du bilan (Cf. Note n°9). Au 31 décembre 2024, le montant de la créance de centralisation présentée parmi les comptes ordinaires sur les établissements de crédit s'élevait à 4.606.824.046.XPF. En 2023, le montant déduit des comptes de dettes est de 1.966.040.279 XPF (Cf. Note n°9).

Note n°3 - Créances sur la clientèle par durée restant à courir

En Milliers de XPF	31/12/2024		31/12/2023	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
De 0 à 3 mois	23 835 897	146 797 768	19 586 353	141 231 916
De 3 à 12 mois	14 455 045	5 555 849	15 443 676	6 745 961
De 1 à 5 ans	56 441 710	3 612 226	62 345 333	3 803 784
+ 5 ans	76 625 401	918 751	84 122 766	1 167 693
Créances et dettes rattachées	214 304	281 025	550 789	108 205
TOTAL	171 572 357	157 165 619	182 048 917	153 057 559

Note n°3 - Créances sur la clientèle

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Créances commerciales	179 255	367 030
S/total créances commerciales	179 255	367 030
Crédits de trésorerie	28 881 569	32 847 656
Crédits à l'équipement	39 207 384	45 331 595
Crédits à l'habitat	87 586 376	92 975 102
S/total autres concours à la clientèle	155 675 329	171 154 353
Comptes ordinaires débiteurs	8 285 325	8 703 130
S/total comptes ordinaires débiteurs	8 285 325	8 703 130
Valeurs non imputées & créances douteuses	7 218 144	1 273 615
Créances rattachées	214 304	550 789
TOTAL	171 572 357	182 048 917
(dont concours refinançables)	15 322 523	18 473 397
(dont concours en devises)	0	0

Note n°4 - Autres activités de portefeuille

(En Milliers de XPF)

Désignation des valeurs (au 31/12/2024)	Nombre de titres détenus	% du capital de la Sté émettrice	Valeur nette comptable	Valeurs brutes	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	CA	Résultats	Dividendes encaissés
Nouméa Crédit Société Anonyme Capital : 327.500.000 XPF Siège social : 218 Rue Ohlen - Portes de Fer NOUMEA	11 135	34	111 350	111 350	1 345 323				15 142
Calédonienne de Services Bancaires Société Anonyme Capital : 104 000 000 XPF Siège social: angle des rues Jaurès et Foch à Nouméa	2 100	20,19	20 980	20 980					
Société de Financement et de Développement De la Province Sud Société Anonyme Capital : 340 000 000 XPF Siège social: Hôtel de la Province Sud BP 295 Nouméa	2 000	5,20	20 000	20 000					
Société d'Economie Mixte de la Baie de la Moselle Société Anonyme Capital : 185 000 000 XPF Siège social : Hôtel de ville à Nouméa	34	0,18	340	340					
Société de Gestion des Fonds de Garantie des Territoires d'Outre-Mer Société Anonyme Capital : 131 503 580 XPF Siège social: 1 rue du Retiro 75008 Paris	262	3,76	4 764	4 764					
I2F Société Anonyme Simplifiée Capital : 5 000 000 XPF Siège social: 10 rue Jean Jaurès NOUMEA	340	34	352 029	352 029					
FGD-CERTIFICATS ASSOCIATION	1	100	200 067	200 067					
S/total			709 530	709 530	1 345 323				15 142

Désignation des valeurs (au 31/12/2024)	Nombre de titres détenus	% du capital de la Sté émettrice	Valeur nette comptable	Valeurs brutes	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	CA	Résultats	Dividendes encaissés
NORD INVEST 2015 SC Capital : 4 000 000 XPF Siège social : 10 rue Jean Jaurès - BP Q5 98851 NOUMEA CEDEX	8 000	25	1 000	1 000					
PROMO SUD 2015 SCP Capital : 1 000 000 XPF Siège social : 28 rue Eugène Porcheron - BP 232 98845 NOUMEA CEDEX	1 000	20	0	0					
TINA INVEST SAEM Capital : 564 050 000 XPF Siège social : Assemblée de la Province Nord KONE	0	0	763	763					
NORD INVEST 2016 SC Capital : 4 000 000 XPF Siège social : 10 rue Jean Jaurès - BP Q5 98851 NOUMEA CEDEX	8 000	33	2 120	2 120					
NORD INVEST SC Capital : 4 000 000 XPF Siège social : 10 rue Jean Jaurès - BP Q5 98851 NOUMEA CEDEX	8 000	20	800	800					
PROMED INVEST SC Capital : 1 000 XPF Siège Social 10 rue Jean Jaurès - BP 444 98845 NOUMEA CEDEX	8 000	0	0	0					
RECYF INVEST SC Capital : 1 000 XPF Siège social : 10 rue Jean Jaurès - BP 444 98845 NOUMEA CEDEX	7 998	0	0	0					
S/total			4 683	4 683	0				0

BISCO INVEST 1 SCP Capital : 1 000 XPF Siège social : 224 rue Jacques Iekawe - BP 30575 98895 NOUMEA CEDEX	1 000	41	84	84					
SODEMO INVEST SCP Capital : 1 000 XPF Siège social : 224 rue Jacques Iekawe - BP 30575 98895 NOUMEA CEDEX	0	0	1 947	1 947					
TOTAL			716 244	716 244	1 345 323				15 142

Note n°5 - Participations et filiales

Désignation des valeurs (au 31/12/2024)	Nombre de titres détenus	% du capital de la Sté émettrice	Valeur nette comptable	Valeurs brutes	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	PNB	Résultats	Dividendes encaissés
Crédical Société Anonyme Capital : 250 000 000 XPF 44 rue de l'Alma – Centre- Ville 98800 NOUMEA	49 025	98,05	387 378	387 378	3 840 032	1 780 761	-182 155	-463 195	0
TOTAL			387 378	387 378	3 840 032	1 780 761			0

Note n°6 - Immobilisations corporelles et incorporelles brutes

En Milliers de XPF

LIBELLE	31/12/2023	Virements comptables	Acquisitions 2024	Sorties 2024	TOTAL 31/12/2024
Immeubles	1 542 541	0	59 000	77 000	1 524 541
Terrains	134 691	0	0	0	134 691
Fonds de commerce	1 418 182	0	0	0	1 418 182
Droit au bail	6 500	0	0	0	6 500
Autres immo. Incorpor.	403 837	954	14 239	116	418 914
Véhicules SGC	14 069	0	0	6 200	7 869
Mobilier de bureau	152 018	0	435	1 955	150 498
Machine de bureau	70 669	0	515	1 707	69 477
Agencement, instal.	1 967 032	98 296	25 873	34 262	2 056 939
Matériel informatique	752 447	0	32 329	28 464	756 312
Coffre	122 885	0	0	0	122 885
Mobilier du personnel	24 534	0	640	0	25 174
Agencement, instal.	40 532	0	670	0	41 202
Immobilisation en cours	102 294	-99 250	36 792	0	39 836
TOTAL	6 752 231	0	170 493	149 704	6 773 020

Note n°6 - Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

En Milliers de XPF

LIBELLE	31/12/2023	Virements comptables	Dotation 2024	Sorties 2024	Amortiss. 31/12/2024
Immeubles	1 189 274	0	20 654	8 951	1 200 977
Terrains	0	0	0	0	0
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Droit au bail	0	0	0	0	0
Autres immo. Incorpor.	240 469	0	54 321	116	294 674
Véhicules SGCB	9 332	0	1 753	6 200	4 885
Mobilier de bureau	133 649	0	3 462	1 734	135 377
Machine de bureau	61 665	0	3 620	1 582	63 703
Agencement, instal.	1 397 077	0	92 039	32 691	1 456 425
Matériel informatique	601 711	0	65 731	27 586	639 856
Coffre	89 655	0	5 199	0	94 854
Mobilier du personnel	23 353	0	430	0	23 783
Agencement, instal.	39 277	0	358	0	39 635
TOTAL	3 785 462	0	247 567	78 860	3 954 169

Note n°7 - Autres actifs

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie versés	11 622	11 533
Autres débiteurs divers	2 033 552	1 404 871
Instruments conditionnels achetés	0	0
Financement des opérations de défisc	1 094 593	1 036 248
Autres stocks	32 874	39 514
TOTAL	2 078 047	1 455 918

Note n°8 - Comptes de régularisation actif

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs reçues à l'encaissement	-69 445	-3 366
Valeurs à rejeter	11 298	0
Comptes d'ajustement s/devises	0	0
Charges à répartir	0	0
Charges constatées d'avance	41 982	37 696
Produits à recevoir	182 445	443 909
Autres comptes de régularisation	173 610	97 428
TOTAL	339 890	575 667

Note n°9 - Dettes envers la clientèle

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires	106 207 564	105 171 317
Dont encours en devises	5 481 923	8 166 542
Comptes sur livrets	31 727 886	35 356 755
Dont Epargne réglementaire (PEL, Livret A)	6 415 622	5 749 432
Dépôts de garanties	1 943 719	1 514 300
Autres sommes dues	1 022 484	936 234
Montant centralisé des livrets A	-2 557 394	-1 966 040
S/total autres dettes à vue	138 344 259	141 012 566
Comptes à terme	18 540 335	11 936 788
Dont encours en devises	311 925	244 901
Bons de caisse	0	0
S/total autres dettes à terme	18 540 335	11 936 788
Dettes rattachées	281 025	108 205
TOTAL	157 165 619	153 057 559

A compter de l'exercice 2020, la créance représentative de la quote-part de l'épargne réglementée centralisée auprès du Fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne livrets A (Cf. ci-dessous). Au 31 décembre 2024, les encours collectés sur ces comptes d'épargne s'élevaient à 4.606.824.046 XPF, desquels a été déduit le montant de la créance de centralisation qui s'élevait alors à 2.557.393.649 XPF. Au 31 décembre 2023, la créance de centralisation demeure présentée parmi les créances sur les établissements de crédit à l'actif du bilan (Cf. ci-dessous) pour un montant de 3.649.010.489 XPF ; à cette même date, les encours collectés sur les comptes d'épargne concernés s'élevaient à 1.966.040.279 XPF.

Détail des Livrets A

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Encours des Livret A	4 606 824	3 649 010
Montant centralisé à la CDC	2 557 394	1 966 040
TOTAL	7 164 218	5 615 050

Note n°10 - Dettes représentées par un titre

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
De 0 à 3 mois	0	0
De 3 à 12 mois	0	0
De 1 à 5 ans	0	0
+ 5 ans	0	0
TOTAL	0	0

Note n°11 - Autres passifs

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie reçus	175	175
Instruments conditionnels vendus	0	0
Autres créditeurs divers	289 330	640 203
TOTAL	289 505	640 378

Note n°12 - Comptes de régularisations passif

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ajustement / devises	0	0
Produits constatés d'avance	198 674	217 952
Charges à payer	1 592 431	1 098 919
Comptes de régul. Divers	-142 276	54 727
TOTAL	1 648 829	1 371 598

Note n°13 – Provisions (tableau de variation)

En Milliers de XPF	Stock de provisions à fin 2023 R (a)	Dotations brutes aux prov. (b)	Reprises de provisions disponibles (c)	Application de provisions (d)	Stock de provisions à fin 2024 R (e)
- Litiges	0	0	0	0	0
- Indemnités de fin de carrière	150 803	26 012	21 547	0	155 268
- Médaille du travail	97 329	8 689	3 555	0	102 463
- Prov. s/engagement hors bilan	66 019	834 213	227 918	0	672 314
- Autres provisions passif (risques de crédit)	1 746 479	3 014 308	1 028 173	137 504	3 595 110
- Récupérations sur créances amorties					
Total autres provisions	2 060 630	3 883 222	1 281 193	137 504	4 525 155

Pour faire suite aux sinistres constatés sur les immobilisations après les émeutes, une provision pour risques a été comptabilisée au 31 décembre 2024 à hauteur de de 215.753.500 XPF.

Note n°13 – Provisions et dépréciations en couverture du risque de crédit

En Milliers de XPF	Stock de provisions à fin 2023 R (a)	Dotations brutes aux prov. (b)	Reprises de provisions disponibles (c)	Application de provisions (d)	Stock de provisions à fin 2024 R (e)	Write-off de l'exercice (f)	Coût net des risques (h) = b-c+f
Provisions pour risques de crédit inscrites au passif :							
- Autres provisions passif (risques de crédit) (1)	1 746 479	3 005 108	1 028 173	137 504	3 595 110	0	1 976 935
- Prov. s/engagement hors bilan (2)	66 019	834 213	227 918	0	672 314	0	606 295
- Récupérations sur créances amorties							-489
Total provisions pour risques de crédit inscrites au passif :	1 812 498	3 839 321	1 256 091	137 504	4 267 424	0	2 582 741

Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs :							
- Risques clientèle	4 589 360	3 566 278	1 934 471	71 332	6 149 835	11 712	1 643 519
Dont actualisation de prov.	571 521	0	571 521	0	0	0	-571 521
- Récupérations sur créances amorties							-46 028
Total dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs :	4 589 360	3 566 278	1 934 471	71 332	6 149 835	11 712	1 597 491

TOTAL Coût du risque	4 180 232
-----------------------------	------------------

- (1) Une provision pour risque de crédit est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance (Cf. paragraphes 4.1 et 4.2).

(2) Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré.

Note n°14 - Capitaux propres et assimilés

En Milliers de XPF	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Capital	1 068 375	0	0	1 068 375
Réserve légale	106 838	0	0	106 838
Réserves statutaires et contractuelles	12 402 496	0	0	12 402 496
Réserves sur plus-values à long terme	147 968	12 256	0	160 224
Prime d'émission	1 962 428	0	0	1 962 428
Report à nouveau	123	1 707	0	1 830
	15 688 228	14 086	123	15 702 191
Résultat de l'exercice en instance d'affectation	3 193 448	- 1 202 084	3 193 570	-1 202 084
TOTAL	18 881 676	- 1 187 998	3 193 693	14 500 107

Le capital social, composé de 142.450 actions de 7.500 XPF, est détenu à :

- 69,5% par la SA GENEFINANCE (holding de la SOCIETE GENERALE)
- 20,6% par la SOCIETE GENERALE
- 9,9% par la CASDEN

La Société Générale Calédonienne de Banque est consolidée par intégration globale avec la Société Générale, 29 boulevard Haussmann, 75009 Paris.

Il vous est proposé d'affecter le montant de la perte nette de l'exercice 2024 qui s'élève à 1.202.083.861 XPF de la manière suivante :

Bénéfice net de l'exercice 2024	-1 202 083 861 XPF
Report à nouveau des exercices précédents	1 829 657 XPF
Bénéfice distribuable	-1 200 254 204 XPF
Sur ce montant :	
A titre de dividendes	0 XPF
Réserves facultatives + plus-values long terme	0 XPF
Report à nouveau	- 1 200 254 204 XPF
Total	- 1 200 254 204 XPF

INFORMATION SUR LE HORS-BILAN

Note n°15 - Engagements donnés et reçus

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement		
En faveur d'EC	2 013 025	2 609 324
En faveur de la clientèle		
Ouvertures de crédits confirmés	130 597	411 206
Autres	17 010 131	24 971 055
Engagements de garantie		
Donnés aux EC	1 794 461	951 594
Donnés à la clientèle	8 842 139	9 877 658
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Reçus d'EC		
Reçus de la clientèle	13 700	13 700
Engagements de garantie		
Reçus d'EC	26 301 072	27 218 564
Autres engagements reçus	2 768 221	3 781 799

Note n°15 - Engagements sur instruments financiers

En Milliers de XPF	31/12/2023	Amortissements	Augmentations	31/12/2024
CAP de couverture	0	0		0
Swap macro couverture		0		0
Swap SG	0	0		0
TOTAUX	0	0	0	0

Note n°15 - Encours de swaps de taux selon la DRAC

En Milliers de XPF	31/12/2024		31/12/2023	
	Grès à grès	Organisé et assimilé	Grès à grès	Organisé et assimilé
0 A 1 AN	0	0	0	0
1 A 5 ANS	0	0	0	0
+ DE 5 ANS	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Note n°15 - Engagements de garanties données à des entreprises liées

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Crédical	1 780 761	937 894

Note n°15 - Instruments dérivés de couverture

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Couverture de juste valeur		
Instruments de taux d'intérêt		
SWAP	0	
CAP	0	0
Total	0	0

INFORMATION SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note n°16 - Intérêts et produits et charges assimilés

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
A vue	933 041	823 914
A terme	1 100 705	695 511
Autres intérêts	-1 548	-2 946
Autres produits assimilés		
S/total intérêts & prdts sur EC	2 032 198	1 516 479
Intérêts sur créances commerciales	24 428	31 768
Intérêts sur crédits de trésorerie	1 310 014	1 152 082
Intérêts sur crédits d'équipement	1 757 146	1 610 056
Intérêts sur crédits habitat	2 057 678	2 063 148
Intérêts s/comptes ordinaires débiteurs	666 103	558 637
Intérêts sur créances douteuses	0	0
Autres produits assimilés	149 895	173 970
S/total intérêts & prdts sur Clientèle	5 965 264	5 589 661
TOTAL	7 997 462	7 106 140

Note n°17 - Intérêts et charges assimilés

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts sur compte à vue	698 657	622 261
Int. S/cpte et emprunts à terme	1 102 772	667 422
Valeurs données en pension à terme	950 941	597 643
Autres charges assimilées	7 963	10 407
S/total intérêts & charges sur EC	2 760 333	1 897 733
Intérêts comptes ordinaires	36 966	35 247
Intérêts comptes sur livrets	230 971	146 302
Intérêts Pel-Cel	47 406	48 653
Intérêts comptes à terme	607 985	180 957
Bons de caisse et d'épargne	0	0
Charges diverses s/opé sur titres	0	0
Autres charges assimilées	0	0
S/total intérêts & charges sur clientèle	923 328	411 159
TOTAL	3 683 661	2 308 892

Note n°18 - Revenus des titres à revenus variables

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Revenus de participation	302 994	120 109

Note n°19 – Commissions

En Milliers de XPF	Charges 2024	Produits 2024	Charges 2023	Produits 2023
Avec les Etablissements de Crédit	13 740	25 306	16 249	31 349
Avec la clientèle	6 210	2 547	7 731	3 301
Sur opérations sur titre	0	0	0	0
Prestations	860 818	3 440 974	940 966	3 910 011
TOTAL	880 768	3 468 827	964 946	3 944 661

Note n°20 - Résultat sur portefeuille de négociation

En Milliers de XPF	Charges 2024	Produits 2024	Charges 2023	Produits 2023
Opérations de change et arbitrage	17 191	399 368	24 066	486 094
Instruments financiers à terme	0	0	0	0
TOTAL	17 191	399 368	24 066	486 094

Note n°21 - Autres produits d'exploitation bancaire

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Produits sur opérations de crédit-bail	0	0
Charges refacturées	3 413	3 204
Produits accessoires	358 936	321 072
Reprises provisions sur titres	0	0
Produits divers d'exploitation bancaire	44 938	10 806
TOTAL	407 287	335 082

Note n°22 - Autres charges d'exploitation bancaire

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Charges sur opérations de crédit-bail	0	0
Produits rétrocédés	461	410
Autres charges Diverses Exploitation	-3 249	4 552
Dotations provisions sur titres	0	0
TOTAL	-2 788	4 962

Note n°23 - Charges générales d'exploitation

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	1 998 976	2 006 824
Charges sociales	434 275	440 143
Charges de retraite	332 285	337 460
Provisions pour risques nettes	9 601	22 965
Prov. pour intéressement	0	166 569
Impôts, taxes et versements	28 522	21 664
S/total Frais de personnel	2 803 659	2 995 625
Loyers & charges locatives	188 130	174 499
Imprimés & papeterie	22 622	18 833
Honoraires	68 564	65 356
Frais postaux & télécomm.	212 125	206 356
Transports & déplacements	77 681	82 889
Autres frais généraux	738 719	597 494
S/total services extérieurs	1 307 841	1 145 427
Impôts et taxes	45 522	41 685
Quote-part frais siège social	0	12 275
TOTAL	4 157 022	4 195 012

Note n°24 - Coût du risque

En Milliers de XPF	Exercice 2024				
	Dotations brutes aux prov.	Reprises de provisions et utilisation	Write-off de l'exercice	Récupération sur créances amorties	TOTAL
Provisions pour risques de crédit inscrites au passif :					
- Provisions pour risque clientèle	-3 005 108	1 028 133	0	489	-1 976 486
- Prov. s/engagement hors bilan	-834 213	227 918	0		-606 295
Total provisions pour risques de crédit inscrites au passif :	-3 839 321	1 256 051	0	489	-2 582 781
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs :					
- Risques clientèle	-3 566 278	1 934 471	-11 712	46 028	-1 597 491
Total dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs :	-3 566 278	1 934 471	-11 712	46 028	-1 597 491
TOTAL Coût du risque					-4 180 272

En Milliers de XPF	Exercice 2023				
	Dotations brutes aux prov.	Reprises de provisions et utilisation	Write-off de l'exercice	Récupération sur créances amorties	TOTAL
Provisions pour risques de crédit inscrites au passif :					
- Provisions pour risque clientèle	-1 293 574	2 425 943	0	1 060	1 133 429
- Prov. s/engagement hors bilan	-11 805	14 739	0		2 934
Total provisions pour risques de crédit inscrites au passif :	-1 305 379	2 440 682	0	1 060	1 136 363
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs :					
- Risques clientèle	-2 351 941	1 698 912	-11 733	26 316	-638 446
Total dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs :	-2 351 941	1 698 912	-11 733	26 316	-638 446
TOTAL Coût du risque					497 917

A la SGCB, il a été décidé que la comptabilisation de provisions collectives pour risque de crédit sur encours dégradés, fondée sur la méthodologie des stages 1 et 2 d'IFRS 9, a été faite au niveau social depuis le 01/01/2021.

Au 31/12/2024, il a été décidé de ne pas comptabiliser dans les comptes statutaires la provision "overlay" dans les encours sains pour un montant de 2.205.591.586 XPF.

Information sur les douteux par catégorie socio-professionnelle :

En Milliers de XPF

Exercice 2024	Particuliers	Entrepreneurs	Sociétés	Divers	Total
Encours douteux global	3 504 734	89 708	9 190 069	512 135	13 296 646
Dont douteux compromis	48 575	368	447 758	9 921	506 622
Applications globales de prov.	53 463	6 750	11 119	0	71 332
Dont douteux compromis	0	0	0	0	0
Reprises globales de prov.	64 756	4 018	1 861 640	4 057	1 934 471
Dont douteux compromis	0	0	0	0	0
Dont actualisation de prov.			571 521		571 521

Note n°25 - Résultat sur actifs immobilisés

En Milliers de XPF	31/12/2024		31/12/2023	
	Moins - values	Plus - values	Moins - values	Plus - values
Cessions immo. corp. et incorp.	818	34 344	9 817	52 164
Cessions immo. financières	2 135	0	955	0
TOTAL	2 953	34 344	10 772	52 164

Note n°26 - Produits et charges exceptionnels

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Charges	0	0
Produits	0	0
TOTAL	0	0

Note n°27 - Impôts sur les bénéfices

En Milliers de XPF	31/12/2024	31/12/2023
Crédit d'impôt sur opé de défisc	-130 815	-106 756
Crédit d'impôt sur PTZ	0	-26 808
Crédit d'impôt sur Mécénat	0	-1 152
CAIS	91 781	79 333
Abandon de créance sur opé défisc	73 080	78 107
Redressement Fiscal	0	0
Impôts courant de 30% à 45%	611 674	1 581 769
TOTAL	645 720	1 604 493

En Nouvelle-Calédonie, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est échelonné de 30% à 45%, toutefois, les plus-values à long terme sont imposées à 15%.

La CAIS a été instaurée en 2015 et s'applique sur les dividendes à partir de 30M XPF de distribution au taux de 3% sur les montants bruts distribués.

Par ailleurs, les dividendes reçus des sociétés ayant supporté l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sont exonérés.

AUTRES INFORMATIONS

Effectif rémunéré

	31/12/2024	31/12/2023
Employés / Gradés (incluant 5 apprentis)	224	236
Cadres	75	70
TOTAL	299	306

Rémunération des dirigeants

Le montant total de rémunérations des membres des organes d'administration, de direction et de surveillance s'élève à 92.238.194 XPF.
Ces rémunérations incluent celles du Président, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué de SGNC.
Elles excluent celles du Directeur Général de la Banque de Polynésie et plus généralement des dirigeants du groupe SG situés hors de Nouvelle-Calédonie.

Société Générale Calédonienne de Banque SA

Siège social : 44 rue de l'Alma – 98000 Nouméa
Capital social : 1 068 375 F

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Générale Calédonienne de Banque SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français tels qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- Sur les notes 4.2, 4.7, 4.13, 5-Note n°13 et 5-Note n°24 de l'annexe qui expose les hypothèses retenues pour le calcul des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit. En particulier, le choix de ne pas comptabiliser la provision overlay dans les comptes statutaires au 31 décembre 2024.
- Sur la note 5-Note n°13 de l'annexe qui précise la provision comptabilisée au titre des sinistres constatés sur les immobilisations.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dépréciation et Provisions des risques de crédit

La Société Générale Calédonienne de Banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur les prêts et garanties qu'elle octroie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

Votre Banque constitue des provisions collectives sur les encours sains et dégradés, selon les dispositions de la norme IFRS 9, et des dépréciations sur les encours douteux afin de couvrir les risques avérés de pertes.

Tel qu'indiqué dans les notes 4.2, 4.7, 4.13, 5-Note n°13 et 5-Note n°24 de l'annexe aux comptes annuels, les encours bruts de prêts à la clientèle de la Banque s'élèvent au 31 décembre 2024 à 171 572 MF provisionnés à hauteur de 4 267 MF au titre des provisions pour risques de crédit et à hauteur de 6 150 MF au titre des dépréciations sur encours douteux. Le coût du risque de l'exercice 2024 s'établit à une charge de 4 180 MF.

En conséquence, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit et le niveau du coût du risque associé constituaient un point clé de l'audit et une zone d'attention particulière pour l'exercice 2024, dans la mesure où les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participations et de contrôle ont été mentionnées dans le rapport de gestion.

Nouméa, le 2 mai 2025

Audit Expertise Calédonie

Les commissaires aux comptes
KPMG Audit



Franck Rabbe
Associé



Jacques Le Maître
Associé



Mamei Nguyen
Associé

Société Générale Calédonienne de Banque SA

Siège social : 44 rue de l'Alma – 98000 Nouméa

Capital social : 1 068 375 F

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

CONVENTIONS APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Nouméa, le 2 mai 2025

Les commissaires aux comptes

Audit Expertise Calédonie

KPMG Audit



Franck Rabbe
Associé



Jacques Le Maître
Associé



Mahuel Nguyễn
Associé